L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville, IMPRIME PAR JEROME BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS : VENDREDI MATIN, 8 JANVIER 1836.

L'EDITEUR DE L'ABEILLE EST CANDIDAT A LA PLACE D'IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE ; il sollicite les suffrages de l'assemblée générale.

En raison de la célébration du glorieux anniversaire du 8 janvier, l'ABEILLE ne paraîtra pas demain.

Dans la séance du Sénat que nous avons publiée hier, nous avons commis quelques erreurs que nous croyons devoir relever, relativement au bill qui a été présenté par le sénateur Hoa, concernant les encanteurs. Le premier amendement fait à la 3me. section a pour but de contraindre les encanteurs à percevoir et à payer au trésor de l'Etat, les droits de deux pour cent sur toutes marchandises avariées qui ne seront pas vendues par ordre et sous l'inspection des gardiens du port.

L'amendement à la 8me. section a aussi pour objet d'empêcher les encanteurs d'agir en toute autre capacité, et de leur faire un devoir de percevoir et de payer au trésor de l'Etat, les droits d'usage sur les ventes de toute marchandise ou immeuble, qu'ils feront, soit à l'amiable, soit à l'encan dans leurs magasins d'encan, soit ailleurs.

C'est avec le plus grand plaisir que nous voyons le public et surtout la partie commerçante de notre population sentir le besoin qu'il y a d'opérer de prompts améliorations aux passes de la Balise et du Sud-Ouest. Dans quelques-uns de nos articles à ce sujet, nous avons fait un tableau propre à alarmer les citoyens de la Louisiane des graves préjudices que les ensablements qui s'accumulent annuellement à la barre du Mississipi doivent porter à la navigation de ce fleuve. Nos observations ont été justement appréciées et le communiqué que nous publions ci-après donne à entendre que l'on s'occupera à faire promptement disparaître tous ces bancs de sable et de limon dont le dépôt régulier et progressif menace notre commerce et notre prospérité future.

Nous pouvons annoncer au public et au commerce maritime en particulier qu'un mémoire sera bientôt présenté à la Législature, par une Youte de négocians de cette place à l'effet d'obtenir du Congrès un examen approfondi des moyens que l'on se propose d'employer pour désobstruer les passes de la Balize et du Sud-Ouest et y obtenir une quantité d'eau suffisante à l'entrée des plus gros navires marchands.

PLUSIEURS NEGOCIANS ET CITOYENS.

CONSEIL DE VILLE.

N'ayant point été informé à temps de la séance qui eut lieu hier soir, nous n'avons appris que très-tard que le Conseil devait se réunir, et lorsque nous nous sommes rendus à notre poste, la séance était sur le point d'être levée. Nous devons cependant à l'obligeance du secrétaire, quelques notes sur les principaux travaux faits par ce corps.

Du message du maire ayant été lu,—sur la 1re. partie relative à l'ordonnance qui alloue à $3,000 au contrôleur; le conseil a persisté.

Sur la 2de. référée au comité de finances.—Lu 3e. approuvée.—La 4e. référée au comité de finances, et la 5e. relative à une pétition de M. King fut renvoyée à un comité spécial composée de MM. Schmidt, McFarlane et Fiche.

Après cela est arrivé un message confidentiel qui a donné lieu à une séance à huis-clos.

Le Conseil a pris en considération une pétition de la compagnie de navigation, demandant le privilége de construire un chemin de fer le long de la rue du Canal.

Une licence gratuite pour tenir un cabaret fut accordée à M. P. Marin.

Les séances s'est enfin terminée par l'adoption des trois résolutions suivantes.

La première relative à l'établissement du marché de Frenchi et aux réparations à faire à l'édifice.

La seconde ayant pour objet d'autoriser le Maire à faire l'adjudication au rabais, après 20 jours d'avis dans la gazette de la Corporation, des constructions à faire pour l'élargissement et l'agrandissement du marché du faubourg Ste. Marie—l'ouvrage devant être fait sous la direction du voyer de la ville et commencé dans le plus bref délai, de manière à être terminé d'ici au 1er. novembre prochain ou avant ; et la 3me. pour la construction du nouveau marché du faubourg Ste. Marie; qui sera appelé marché de Carrollton. $60,000 furent appropriées pour l'établissement de ce nouveau marché; et $49,111 pour les constructions à faire au marché du faubourg Ste. Marie.

Sur motion, le Conseil s'est ajourné à jeudi prochain.

Du second correspondant de l'Abeille.

WASHINGTON, 23 décembre 1835.

LETTRE VI.

Grâces aux vues plus saines, et au bon sens de la majorité de la chambre, ce sujet de discorde, l'abolition de l'esclavage dans le district de Colombia, a été mis de côté, et ne sera probablement pas agité de nouveau du reste de la session pour le moins. La latitude que prendront les débats, et l'acrimonie qu'a malheureusement dû faire sentir à nos représentans les plus modérés, la nécessité d'en arrêter le cours.

Vous vous rappellerez que sur une pétition, qui, par inadvertance avait été référée au comité du district, plusieurs motions furent faites par différens membres, et appuyées avec une chaleur, dont les discussions de la chambre offrent rarement d'exemple, parmi ces motions, il y en avait une, qui demandait la reconsidération du vote, référant la pétition au comité dont il est fait mention plus haut.—Cette motion, nonobstant plusieurs autres, contraires à l'esprit de celle-ci, et particulièrement une, contraire à l'esprit de la constitution, a prévalu ce matin, dur l'appel général de la chambre, sur la question préalable—le vote sur la question " la chambre reconsidérera-t-elle " 110 oui, 79 non. Une motion subséquente pour déposer le mémoire sur le bureau a prévalu à une plus grande majorité.—La manière dont a été disposé ce mémoire, montre assez clairement le sort qui attend ceux de la même nature qui seraient présentés à la Chambre.

Si les membres du Sud avaient connu leurs propres intérêts, et qu'ils eussent persévéré dans leur détermination de ne pas permettre une discussion, ni d'en faire naître l'occasion, sur un sujet, qui, nous l'affirmons, ne saurait être soumis à la discussion du Congrès. Les mêmes résultats eussent été obtenus, et on eût évité l'exaspération qui a existé parmi les membres, et les craintes qui doivent avoir agité le peuple à la publication des délibérations du Congrès à ce sujet. En effet, je ne crains pas d'affirmer, qu'un certain discours qui a été prononcé ce matin à la Chambre a contribué autant que toute autre à décider les membres à adopter la motion pour reconsidérer et déposer sur le bureau ce sujet de discorde. Dix membres se levèrent en même tems de différentes parties de la chambre, et ce n'est qu'aux cris souvent répétés de "la question préalable" qu'on est parvenu à empêcher nos délégués du Sud d'exprimer toute leur indignation.

Je veux parler du discours de l'honorable Mr. Slade, représentant de l'Etat de Vermont. M. Slade est un homme d'un caractère très pacifique. Je l'ai vu en donner des preuves il y a environ trois ans, en permettant avec une docilité toute évangélique à un membre de l'Etat du Mississipi de lui cracher au visage. Son éloquence, si l'on peut ainsi qualifier un vain verbiage, est de ce genre pâle et froid que nous a si bien dépeint Martial dans ce peu de mots : *Nervosumque hic refrigeret thermos*, mais les hommes pacifiques n'en sont pas moins à craindre quand ils possèdent du talent ; ils n'en sont par cela même souvent que plus dangereux. L'enthousiasme peut souvent pallier une erreur à laquelle un *cœur* fait pas en part, mais rien ne saurait excuser le mal fait avec calcul. Un discours, quelque gauchement qu'il soit prononcé peut ne pouvoir être imprimé et circulé sans faire beaucoup de mal, surtout si joint au talent, il contient certains argumens spécieux. Le discours de M. Slade est remarquable par ces deux caractéristiques Je ne sais pas si les sténographes le rapporteront tel qu'il a été prononcé ; mais s'ils le font *in extenso* et qu'il vous tombe sous les yeux, vous aurez un échantillon des belles rapsodies qui seraient proclamées aux oreilles du peuple, si la liberté de la discussion en offrait l'occasion aux champions du parti des niveleurs. Cependant, c'est un grand sujet de satisfaction de savoir qu'il n'y a que peu, très peu de membres du Congrès qui se joignent à M. Slade dans cette croisade de Don Quixotisme fanatique. Il ne faut pas être trop sévère envers cet honorable membre ; il est le *pontifex maximus*, le grand sacrificateur de la secte payenne, qui voudrait nous immoler sur l'autel de l'abolition ; mais ils ne peuvent manquer de recevoir leur récompense, et le Sud aura le leur accorder à chacun selon son mérite.

Le calme des esprits qui avait été un moment troublé par les pétitions des abolitionistes, étant maintenant rétabli, la métropole présente de nouveau un tranquille doyce et paisible. Cependant, l'attention publique va être appelée sur les délibérations du Congrès, relativement aux secours qu'on propose d'accorder aux citoyens de New-York, qui ont souffert dans le dernier incendie de cette ville. Le Sénat et la Chambre ont adopté simultanément des mesures préparatoires. Le bill, présenté à la Chambre, reconnaissant d'accorder un délai de cinq ans, pour le paiement des droits dus aux Etats-Unis, par ceux qui ont souffert de l'incendie. Une autre clause sera ajoutée pour autoriser une remise entière des droits payés sur toutes marchandises, qu'il sera prouvé avoir été incendiées et avoir été véritablement brûlées à l'époque de ce événement désastreux.—Il y a toute apparence que le Congrès adoptera ces mesures ; tandis il est bien probable qu'il [illegible] par ceux [illegible] à la section [illegible] pouvoirs du Congrès, et qui sont les gardiens fidèles et vigilans des deniers publics. Quelques personnes semblent entendre qu'en raison du surplus dans le trésor, surplus auquel ceux qui ont souffert ont si légalement contribué, il devrait en être disposé d'une manière à les secourir. Bien, très bien ! les consommateurs, Monsieur, vous, moi, Tom, Dick et Harry et non pas les importeurs, sont ceux qui ont rempli les coffres du trésor du fruit de leurs travaux ; ils ont remboursé les avances faites par l'importeur, et le compte est réglé entre eux. J'ai une notion assez exacte de la philanthropie, mais je ne pense pas que nos représentans, quand la Louisiane frappe vainement à la porte du trésor, pour obtenir ce qui lui est légitimement dû, puisse avoir l'idée d'en ouvrir les portes pour secourir des malheurs que le tems et l'industrie ne peuvent manquer de réparer. Le cas où se trouve New-York n'est pas sans précédent. En 1815 ou 16 la ville de Providence, Rhode Island, contenant 20,000 habitans, éprouva un ouragan terrible, et fut submergée par une crue extraordinaire des eaux.

Des propriétés, de la valeur de deux millions, et dont la plus grande partie étaient des marchandises pour quelles des bons avaient été fournis à la Douane, furent détruites.—On s'adressa au Congrès, mais il refusa d'accorder les secours demandés par ceux qui avaient souffert. Comparez la situation de la ville Providence avec ses 20,000 habitans et ses 2,000,000 de perte, avec celle de New-York et ses 200,000 habitans et 20 millions de perte ; et dites, si *ceteris paribus*, les deux cas ne sont pas exactement les mêmes. HIERRO.

SENAT.

Séance du Jeudi 7 Janvier 1836.

Le Sénat s'est trouvé dans son complet par l'arrivée de Messrs. Porche et Reed.

Mr. Hoa a présenté une pétition des directeurs de la Compagnie du chemin à coulisses de Carrollton, priant de faire un amendement à sa charte. Cette pétition a été lue et renvoyée à un comité spécial composé de Messrs. Hoa, Dupré et Bossier.

Mr. Lacoste informe le Sénat que les arrangements nécessaires pour la célébration du 8 Janvier, ont été pris par les comités réunis.

Mr. Hoa donne avis qu'il présentera un bill pour amender les lois relatives à la Cour des Preuves dans la paroisse d'Orléans, ainsi qu'un autre bill amendant la charte de la Banque de l'Union.

Mr. Bossier donne avis d'un bill changeant l'époque des assemblées dans la paroisse des Natchitoches.

Mr. Brashear présente un bill pour déterminer l'époque des sessions des cours dans certaines paroisses.

Mr. Moore présente un bill *supplémentaire* à l'acte du —— Mars 1835, incorporant la compagnie de la Bourse et de la Banque, lu pour la 1re. fois.

Le bill présenté par Mr. Hoa, amendant l'acte du 15 Janvier 1805 *concernant les ventes à l'encan*, qui avait été lu précédemment, a subi sa 3me lecture, et adopté à l'unanimité

La résolution désignant le jour de l'élection d'un sénateur au Congrès des Etats-Unis, ayant été pris en considération; Mr. Lacoste fait la motion de substituer Lundi au lieu de Jeudi.

Mr. Bossier s'oppose à cette motion, et dit que cette élection doit se faire d'après la loi, dans les huit premiers jours de la réunion des chambres ; il ajoute que si l'élection est renvoyée à Lundi et qu'elle n'ait pas lieu, la Louisiane ne sera pas représentée durant la session présente du Congrès.

Mr. Labauve exprime aussi son opinion en faveur d'une élection immédiate, attendu que les intérêts importants de la Louisiane seront peut-être négligés dans la session actuelle du Congrès, et qu'il est nécessaire que l'Etat soit représenté le plutôt possible.

L'amendement est rejeté.

Mr. Hoa propose que cette élection soit renvoyée à Samedi; et dit que l'élection d'un sénateur intéresse toutes les parties de l'Etat, et comme plusieurs membres de la Législature ne sont pas encore arrivés, il serait injuste de les priver de leurs droits de voter sur cette question. Si ce jour était choisi et que l'élection n'eût pas lieu, elle pourrait alors se faire Lundi, comme l'exige la loi.

Cet amendement est adopté. La résolution ainsi passé a été envoyée à la Chambre pour lui demander son concours.

Le bill fixant *les devoirs et les salaires* de l'imprimeur de l'Etat, a été lu pour la seconde fois.

Mr. Hoa observe brièvement que ce bill ne changeait les lois existantes que sur trois points: il exigeait que l'imprimeur exécutât tous les ouvrages nécessaires que la Législature pourrait requérir de lui, comme les lois antérieures comprenaient tous ceux requis par le gouverneur et le trésorier; il augmentait de $1000 le salaire qui était accordé; ce qui était le prix que chargeaient généralement les imprimeurs pour ouvrages extra, qui n'étaient pas spécifiés dans les lois antérieures; et que comme il augmentait le salaire, il augmentait le montant du cautionnement à fournir.

Le bill a subi sa 3me lecture, et a été adopté à l'unanimité.

Un message de la Chambre a été apporté par son greffier, transmettant la résolution qui fixe le jour pour l'élection de l'imprimeur de l'Etat; celle relative à l'augmentation des salaires des officiers des Etats-Unis employés dans le bureau des terres dans cet Etat ; l'acte relatif à l'Académie de Montpellier; et l'acte amendant la charte de la compagnie du gaz.

Mr. Moore demande qu'on s'occupe immédiatement de ce dernier bill; il est d'une nature locale, est court et précis et en outre d'une nature urgente.

M. Johnson appuie la motion. Les commissaires de la Compagnie du rail-road de Clinton et Port Hudson n'ayant pas réussi à négocier ses bons, ont fait un arrangement avec la Compagnie du gaz pour effectuer la vente, les commissaires désirent que le contrat soit ratifié le plutôt possible par la Législature ; et le juge Saunders est maintenant en cette ville, attendant la sanction de la Législature à ce contrat.

Lecture a été donnée de ce bill, il exempte la Compagnie du gaz d'établir aucune branche à Port Hudson, conditionnellement qu'elle achètera les bons de la Compagnie du rail-road de Clinton et Port Hudson montant à $200,000 à 8 p. ct. pour la construction du rail road ; il enjoint également que le chemin devra être achevé dans 4 ans, sous peine d'une amende de mille piastres par an qui devra être payée par la Compagnie du rail road de Clinton et Port Hudson.

Le bill a subi une seconde et troisième lecture et a été adopté à l'unanimité : il a été renvoyé à la Chambre des représentans.

Le Sénat s'est occupé à huis-clos d'affaires exécutives, et peu de tems après a ajourné jusqu'au lendemain à 10 heures A. M.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

SEANCE DU 7 JANVIER 1836.

Présidence de l'Honorable Alcée Labranche.

A 11 heures 20 minutes, l'Orateur ayant pris son siége, appelle les membres à l'ordre.

Le journal de la dernière séance est lu et approuvé.

Un message du Sénat par M. Davis son secrétaire, demande la concours de la Chambre à un bill intitulé : "Acte pour amender la 7e. et la 8e. sections de l'acte intitulé: "Acte pour régler les ventes à l'encan," approuvé le 15 janvier 1805.

Par ce même message, le Sénat informe la Chambre qu'il a donné son concours à l'amendement de cette résolution qui fixe le jour de l'élection d'un sénateur au C. Après en remplacement de M. Charles Gayarré, démissionnaire.

M. Marigny, chairman du comité spécial auquel avait été référée la pétition du président et des directeurs de la Banque des Citoyens de la Louisiane, présente son rapport en introduisant un bill intitulé: "Acte servant d'amendement et de supplément aux derniers actes relatifs à l'acte qui incorpore ladite Banque."

M. Winn croit devoir informer la Chambre qu'il fait partie du comité spécial auquel a été référée la dite pétition; il se trouve dans la minorité du dit comité, c'est-à-dire au nombre de ceux qui n'ont pas approuvé le rapport ou plutôt le bill qui est maintenant soumis à la considération de la Chambre, il doit faire cette observation pour que ses collègues sachent qu'il a des objections à faire contre le rapport qui vient d'être présenté.

M. Marigny ne pense pas que l'instant soit opportun pour faire une semblable observation. *La majorité du comité a présenté son rapport*; le bill est soumis à sa première lecture, et ce n'est pas maintenant que la minorité doit faire part à la Chambre des objections qu'elle *peut avoir* à l'adoption du bill dont il s'agit.

L'Orateur décide que les observations du membre des Rapides sont parfaitement à l'ordre.

Le greffier ayant fait la lecture du bill présenté par Mr. Marigny,

Mr. Gullet demande que ce bill soit imprimé.

Mr. Marigny seconde cette motion, et introduit comme amendement que la lecture du dit bill soit fixée à samedi.

La motion ainsi amendée est adoptée.

Mr. Brashear, conformément à l'avis qu'il a préalablement donné présente un bill intitulé : "Acte pour défendre le duel dans l'Etat de la Louisiane."

Ce bill ayant subi sa première lecture.—sur motion, Résolu qu'il soit imprimé et mis à l'ordre du jour.

Mr. Sparks donne avis à la Chambre que sous peu, il présentera un bill pour amender l'acte intitulé "Acte pour incorporer la Compagnie de la fabrique d'huile de graines de coton et d'Assurance, de la Louisiane," approuvé le 2 Avril 1835.

Mr. Briggs annonce qu'incessamment il introduira un bill intitulé "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la Rivière Rouge.

Mr. Sparks introduit une résolution pour que l'acte qui autorise l'émission des bonds de l'Etat, moyennant un intérêt de 3 pour cent par an, soit retiré du Comité de Finances auquel il a été référé pour être renvoyé à un comité réuni de 5 membres de la part de la Chambre et —— membres du Sénat.

Cette résolution ayant subi sa premières lecture, et *les règles étant dispensées*, sur motion elle est adoptée.

Mr. Winn, conformément à l'avis préalable qu'il avait donné introduit un bill intitulé "Acte pour établir le mode d'élection du juri de police de la paroisse des Rapides."

La première lecture en étant faite, la seconde est mise à l'ordre du jour pour la prochaine séance.

Mr. Haile donne avis à la Chambre que sous peu il introduire un bill intitulé : "Acte pour régler la session des cours de justice dans le 3e. et le 8e. districts judiciaires de cet Etat."

Un message du Sénat par Mr. Davis, son secrétaire, informant la Chambre que le Sénat a donné son concours au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte intitulé "Acte pour incorporer la Compagnie d'éclairage par le moyen du Gaz, et de la Banque de la Nouvelle-Orléans."

Mr. Sparks, conformément à l'avis préalable qu'il a donné présente un bill intitulé : "Acte supplémentaire à l'acte intitulé "Acte pour incorporer la Compagnie d'éclairage par le moyen du Gaz, et de la Banque de la Nouvelle-Orléans."

Mr. Haile donne avis qu'il présentera un bill pour amender les lois relatives à la Cour des Preuves dans la paroisse d'Orléans, ainsi qu'un autre bill amendant la charte de la Banque de l'Union.

Mr. Bossier donne avis d'un bill changeant l'époque des assemblées dans la paroisse des Natchitoches.

Mr. Labauve